

certaines gens, parce qu'ils peuvent jouir du crédit des banques, jouent le rôle non pas de producteurs privés, mais d'exploiteurs. De la main gauche ils exploitent les producteurs, et de la droite, les consommateurs.

Il est ridicule de voir qu'au cours des dix ans depuis lesquels je siége à la Chambre, le gouvernement a présenté au moins cinq bills ayant trait au prêt agricole. A un certain moment, on dit qu'il faut augmenter le prêt agricole, comme on le fait aujourd'hui. A un autre moment, on dit qu'il faut augmenter l'intérêt sur le prêt agricole, ou l'on présente un autre bill qui vise uniquement à endetter le cultivateur, plutôt que de lui permettre de s'échapper des mains de ceux qui l'exploitent entre le moment de la production et celui de la consommation.

Monsieur le président, je prends, ce soir, l'exemple des cultivateurs, parce que nous sommes à étudier le bill C-5. Mais ce système d'exploitation entre la production et la consommation existe dans tous les secteurs de notre économie. Combien de manufacturiers de meubles, par exemple, pourraient faire concurrence à de grosses entreprises, s'ils pouvaient obtenir du crédit sur leur inventaire! Mais aujourd'hui, qu'est-ce qu'on voit? A la fin de chaque mois, lorsque le producteur signe sa formule 88 pour la banque, le banquier devient propriétaire de l'inventaire du producteur. Et peu importe si la marchandise est vendue ou pas, livrée ou pas, payée ou pas, le banquier dit au producteur: Rembourse ton crédit à la banque. Cela veut dire qu'il exige que l'argent rentre dans les coffres de la banque avant que le producteur puisse vendre sa production au consommateur.

Voilà le système dans lequel nous vivons, système anti-scientifique, «anti-entreprise privée», qui permet seulement aux parasites qui s'interposent entre la production et la consommation, d'être maîtres, d'être les exploités des deux.

Combien d'autres exemples de ce genre ne pourrions-nous pas donner? Voilà pourquoi le major Douglas a proposé une solution destinée à financer le capital public par la Banque du Canada, pour libérer nos épargnes et leur permettre de financer l'entreprise privée. Voilà pourquoi les créditistes disent: Nous respectons l'entreprise privée. C'est que nous croyons dans un système de concurrence, plutôt que dans un système où, comme dans le nôtre, quelques individus seulement exercent le contrôle économique de notre pays.

Lorsque j'entends certains individus dénoncer le système capitaliste actuel, je prétends que c'est de l'ignorance, car nous ne vivons pas dans un système capitaliste, mais dans un système de libéralisme économique qui est la loi du plus fort et qui permet à quelques-uns d'étouffer les autres, tandis que sous un système créditiste, nous permettrions au petit producteur, en lui donnant des crédits sur sa production, en attendant la consommation, de faire concurrence à la grosse entreprise, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Voilà pourquoi on crie aujourd'hui contre les prix, contre l'inflation. On dit que tous les prix augmentent. Pourquoi? Parce qu'on en est rendu, dans certains secteurs de notre économie, au point où les monopoles font ce qu'ils veulent des prix. Ils sont les seuls sur le marché. Ils fixent les prix à leur guise. Pourquoi? Parce que quand le petit producteur, qui a la compétence, l'ingéniosité et les capacités, se lance en affaires, il n'a pas les fonds nécessaires pour supporter son inventaire et continuer de produire. Seuls les monopoles et les cartels sont capables de supporter les inventaires, et aucun parti politique en cette enceinte autre que les créditistes, ne propose une

solution susceptible d'aider aux petites entreprises sans nuire aux grosses, de permettre aux petites entreprises de concurrencer les gros.

Le manufacturier de machines agricoles, par exemple, qui supporte un inventaire de \$500,000, commence à produire en janvier, fait sa livraison en août et septembre, et perçoit les comptes de ses clients en décembre et janvier. C'est dire que pendant un an, il doit financer production, livraison, perception. Voilà pourquoi nous ne voyons plus de petits producteurs capables de faire face à la concurrence. Ils crèvent devant les géants, les magnats de la production.

Or, le Crédit social propose une solution selon laquelle toute production nouvelle doit être financée par des crédits nouveaux. Cela veut dire que lorsqu'un producteur a un inventaire de \$100,000, il peut obtenir des crédits sans intérêt pour pouvoir continuer de produire, en attendant que sa production atteigne la consommation et qu'il puisse toucher du comptant et rembourser...

M. Rose: C'est un système encore plus capitaliste.

M. Rondeau: C'est absolument faux. Mon honorable ami du Nouveau parti démocratique dit que c'est un système encore plus capitaliste. C'est absolument le contraire, c'est faux. C'est absolument le contraire, c'est vrai, je m'excuse.

En permettant au petit producteur de produire et de concurrencer les gros, on réussit à diminuer les gros et à permettre aux petits de vivre quand même. Tandis qu'aujourd'hui, qu'on impose n'importe quel contrôle, comme le préconisent les socialistes, et que le gouvernement prenne immédiatement en main le contrôle de la production, si nous n'avons pas de petits producteurs...

M. Rose: C'est ça du socialisme!

M. Rondeau: C'est cela que vous préconisez. C'est justement parce que c'est du socialisme que nous ne sommes pas d'accord.

M. Rose: On vous a entendu.

M. Rondeau: Ils n'ont rien compris là-dedans. Je ne suis pas d'accord. Nous sommes pour le système capitaliste, mais pas le système actuel. Le système du Nouveau parti démocratique est erroné. Nous ne vivons pas dans le système capitaliste aujourd'hui.

M. Rose: Nous vivons dans un régime d'entreprise libre.

M. Rondeau: Nous vivons aujourd'hui dans le libéralisme économique, où les plus gros étouffent les plus petits. Voilà pourquoi...

M. Rose: C'est ce que le député désire, l'entreprise libre.

M. Rondeau: Non pas l'entreprise libre, mais l'entreprise privée. C'est différent. Le député ne comprend pas la différence entre l'entreprise privée et l'entreprise libre.

M. Rose: Le député désire l'entreprise libre à tout prix!

M. Rondeau: Je pense avoir touché un point sensible des néo-démocrates, ce soir, parce qu'ils n'ont pas de solution à offrir au système de production. Leur seule solution, c'est de monopoliser, d'étatiser.

M. Rose: C'est ce que le député désire.

M. Rondeau: Non, c'est ce que mon ami désire; ce que nous voulons, c'est de permettre à plus de producteurs de